



Gewerkschaft des Verkehrspersonals
Syndicat du personnel des transports
Sindacato del personale dei trasporti

Secrétariat régional Genève
Section SEV TPG
Rue Terreaux-du-Temple 6
1201 Genève

Téléphone +41 22 731 60 11
sev-geneve@sev-online.ch
www.sev-online.ch

Mme Céline Amaudruz
vice-présidence CA
TPG Transports publics
genevois
Route de La-Chapelle 1
Case postale 950
1212 Grand-Lancy

Genève, le 20 octobre 2020

Lettre ouverte à Mme Amaudruz, vice-présidente du CA des TPG et membre du Conseil de Fondation de la FPTPG, présidente de TP Publicité SA (régie publicitaire des TPG)

Madame Amaudruz,

Le 15 octobre dernier, sur Léman Bleu, vous avez tenu des propos déconcertants concernant la manifestation de la fonction publique du même jour. Le SEV-TPG ayant participé à cette mobilisation et encouragé les employés des TPG à y participer, nous tenions à vous répondre par le message qui suit.

Tout d'abord, vous semblez interpréter la mobilisation de la fonction publique comme une offensive des salariés de l'État en vue d'obtenir une augmentation de salaire. Nous devons malheureusement vous corriger, il s'agit bel et bien d'une lutte défensive contre des baisses de salaire, le gel des annuités et le gel de l'indexation au coût de la vie, annoncées par le Conseil d'Etat.

Vous affirmez ensuite que nous devrions tous faire front commun face à la crise du Covid, tels des matelots sur un navire en pleine tempête. S'il est vrai que nous devons faire preuve de solidarité, comme le font les employés des services publics en travaillant pour la population malgré les risques sanitaires, s'il est vrai que nous devons soutenir les salariés touchés par le chômage partiel, comme nous le faisons chaque mois en cotisant pour la caisse chômage, une question nous taraude : à combien se montera la contribution du matelot Safra ? Avec une fortune estimée à plus de 22 milliards, ne serait-il pas plus opportun de prélever le fameux 1% chez cet individu heureusement épargné par la crise et les accusations d'indécence ? Et nous sommes persuadés que des matelots de ce genre vous en trouverez parmi les milliardaires qui ont vu leur fortune augmenter entre avril et juillet de 29%. D'ailleurs pourquoi ne pas faire un geste en passant les indemnités chômage à 100% en cette période de crise

Rappelons, par ailleurs, que cette fameuse crise dont on nous parle sans cesse est, avant tout, celle de la Réforme de la Fiscalité et du Financement de l'AVS (RFFA) que le gouvernement a largement soutenu lors de la votation populaire de 2019. Ainsi, l'employeur des fonctionnaires entend faire payer à ses employés les conséquences de ses propres décisions néfastes pour les rentrées de l'État. Il y a là de quoi manifester son mécontentement, vous en conviendrez.

Ne serait-ce pas plus « décent » que de proclamer un moratoire sur la RFFA aux vues des dégâts qu'elle produit. Ne nous dites pas que cela est impossible car un moratoire permanent est appliqué tacitement sur la loi sur l'égalité salariale depuis...1984.

Dans un autre registre, bien que vous affirmiez comprendre que l'on puisse défendre notre salaire, vous ajoutez que la fonction publique constituerait une "coterie privilégiée échappant aux vicissitudes de la vie, à l'abri derrière son statut". Pour rappel, l'État n'est pas né avec un "statut privilégié". Celui-ci a été obtenu par les luttes des travailleurs et des travailleuses de la fonction publique ; luttes, manifestations et grèves que vous dénoncez d'ailleurs (nous ne sommes pas persuadé-e-s de l'efficacité d'aller brûler un cierge). Peut-être devriez-vous demander aux employeurs du privé pourquoi ceux-ci refusent obstinément conventions collectives et statuts du personnel permettant d'amener les conditions de travail de leurs salariés au niveau de ceux de l'État.

Enfin, puisque vous abordez la question des "privilégiés rémunérés par l'État", nous sommes curieux de savoir quel sera le montant des jetons de présence que notre régie publique vous versera en 2020.

En vous souhaitant de fructueuses séances aux frais du contribuable, nous vous adressons, Mme Amaudruz, nos salutations les meilleures.

Le Comité du SEV TPG – Syndicat
du personnel des transports

Copie à

- Le Temps
- La Tribune de Genève
- Le Courrier